

# Commerce équitable, commerce juste et durable

Exemple phare du Développement durable, le commerce équitable vise à développer au plan international, un commerce juste, respectueux des hommes et de la nature. Bien qu'il s'agisse de produits alimentaires en grande partie, ce type de commerce se développe de plus en plus dans d'autres secteurs tels que le textile, les cosmétiques ou encore le tourisme.

**Georges D'ANDLAU**

*Président de la Plate-forme pour le Commerce équitable*

**L**es pratiques sociales et économiques des organisations de commerce équitable sont aujourd'hui communément admises comme étant parmi les plus exigeantes, mais leurs engagements forts en faveur de la protection de l'environnement et de modes de production durables sont eux peu connus. Pourtant, le commerce équitable se situe véritablement au cœur du développement durable. Intégrant des critères économiques, sociaux et environnementaux exigeants, il vise à développer des modalités d'échange international porteur d'un développement durable pour les producteurs et travailleurs des pays du Sud.

## ► Le commerce équitable se développe

Alors que le commerce international pourrait être un levier de développement, les politiques de dérégulations des 30 dernières années, n'ont pas permis aux plus démunis de tirer parti de la croissance du commerce mondial. La volatilité des marchés agricoles ne garantit pas des prix rémunérateurs aux producteurs marginalisés du Sud venant alimenter un processus de paupérisation des campagnes et un exode rural que les grandes métropoles du Sud ne savent pas gérer. C'est à ces défis que le commerce équitable

se propose de répondre. Il représente aujourd'hui un marché mondial de plus de quatre milliards d'euros et bénéficie à plus de deux millions de petits producteurs agricoles et artisans. Les produits alimentaires représentent près des trois-quarts des ventes de produits issus du commerce équitable, et les autres secteurs que sont la mode et le textile professionnel, la décoration, les cosmétiques et le tourisme se développent de manière importante.

## ► Des labels exigeants pour renforcer la confiance des consommateurs

Les labels de commerce équitable issus de la société civile garantissent aux consommateurs l'application des principes du commerce équitable à travers des dispositifs de contrôle, un suivi régulier des résultats et la traçabilité des filières. Les principales démarches de labellisation en France (Flo/Max Havelaar, WFTO, Ecocert Équitable) ont entrepris ces dernières années un renforcement important de leurs cahiers des charges et de la qualité des contrôles (intégration de critères environnementaux de plus en plus stricte, indépendance des contrôles, etc.). L'État français soutient les

efforts de ces organisations et a mis en place en 2010 une Commission nationale du commerce équitable dont l'objectif sera d'octroyer une reconnaissance officielle aux labels qui répondent véritablement aux engagements du commerce équitable.

## ► Le commerce équitable : une démarche qui porte ses fruits pour les producteurs du Sud

La communauté scientifique internationale se penche depuis quelques années sur l'étude des impacts du commerce équitable sur le terrain. Plus de 75 études, élaborées par des universitaires ou des bureaux d'études indépendants, ont récemment été analysées par le CIRAD<sup>1</sup>, à la demande de la Plate-Forme pour le Commerce Equitable. Les résultats de cette recherche démontrent la capacité du commerce équitable à traduire ses engagements en impacts positifs pour renforcer les organisations de producteurs dans les pays du Sud et les aider à entrer dans un cycle vertueux de développement durable.

Les mécanismes de régulation proposés par le commerce équitable : prix minimum garanti, prime de développement, partenariat commercial sur la durée, préfinancement des commandes, sont au cœur des impacts de la démarche. Ils permettent en effet aux producteurs de sécuriser leurs revenus, d'accéder à de nouveaux marchés rémunérateurs, d'investir sur le moyen terme et de renforcer leurs compétences. Au niveau social, le commerce équitable permet de développer des ressources pour financer des actions qui bénéficient à l'ensemble des communautés : accès à l'éducation, à la santé, infrastructures collectives, etc. Enfin, d'un point de vue environnemental, le commerce équitable permet de renforcer l'agriculture familiale

paysanne, un mode de production faible en intrants chimiques et intensif en main-d'œuvre. Le commerce équitable favorise par ailleurs la conversion vers l'agriculture biologique, et on assiste d'ailleurs à une véritable convergence des démarches depuis quelques années : on estime à plus de 40 % les produits alimentaires équitables également labélisés bio.

Ainsi, véritable démarche de développement durable, le commerce équitable répond aux enjeux principaux auxquels nous devons collectivement faire face : lutte contre la pauvreté dans le monde, accroissement de la sécurité alimentaire, limitation des mouvements migratoires non-maîtrisés, lutte contre le réchauffement climatique et perte de la biodiversité.

## ► Comment favoriser le changement d'échelle du commerce équitable

Si le commerce équitable apporte des éléments de réponse crédibles et efficaces pour répondre à une partie des conséquences de la crise alimentaire, de la crise écologique et de la crise économique que subissent les pays du Sud, cette forme de consommation responsable doit néanmoins changer d'échelle pour démultiplier ses effets.

En France, les ventes de produits équitables s'élevaient en 2009 à plus de 350 millions d'euros avec un taux de croissance d'environ 11 %. Les deux-tiers des ventes de produits équitables s'effectuent aujourd'hui dans les grandes et moyennes surfaces, 25 % dans les commerces de proximité (notamment pour les articles de prêt-à-porter ou de décoration). Le secteur de la consommation

---

(1) *Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.*

hors domicile (CHD) que représentent les cafés, hôtels, restaurants, et achats d'entreprises est quant à lui le plus dynamique avec un bond de + 57 % en 2008.

La majorité des produits équitables sont proposés par des PME françaises dynamiques et dont l'essentiel de l'activité est centrée sur le commerce équitable. Cependant, la croissance du secteur est également fortement tirée par l'implication de plus en plus importante d'entreprises conventionnelles. Et c'est l'ensemble des acteurs économiques concernés qu'il faut ainsi encourager pour favoriser le changement d'échelle du commerce équitable.

Les dépenses moyennes par Français et par an en produits équitables sont estimées à environ 4 €, alors que dans des pays comme la Suisse ou l'Angleterre, on atteint des dépenses per capita de respectivement 21 € et de 12 €. En Suisse, 50 % des bananes consommées dans le pays sont issues du commerce équitable, en Grande-Bretagne, c'est 15 % du thé et du café qui sont équitables. Ces chiffres démontrent un fort potentiel de croissance de la consommation équitable en France. Pour matérialiser ce potentiel, les acteurs économiques, et en particulier ceux de la GMS (Grandes et Moyennes Surfaces) doivent développer des politiques ambitieuses de référencement et de promotion des produits équitables.

Les pouvoirs publics ont également un rôle essentiel à jouer pour soutenir la croissance du secteur du commerce équitable et le promouvoir comme démarche de développement durable. La Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD) 2010-2013, adoptée le 27 juillet 2010 par le Comité Interministériel pour le développement durable (CIDD) s'intitule d'ailleurs « Vers une économie verte et équitable ». Élaborée dans un contexte mondial marqué par des crises économiques et financières,

par des enjeux environnementaux de plus en plus prégnants et par une exigence accrue de solidarité tant au niveau national qu'international, la SNDD se réfère au commerce équitable, comme une stratégie permettant une réorientation des modes de consommation plus durables et comme levier pour l'amélioration du niveau de vie des populations rurales afin de limiter la surconcentration urbaine et généraliser le soutien aux petits producteurs.

Les collectivités territoriales ont également un rôle à jouer pour démocratiser le commerce équitable. En mobilisant notamment les leviers de la commande publique, les collectivités territoriales peuvent jouer un rôle central dans le changement d'échelle du commerce équitable en France. Une trentaine de collectivités sont actuellement engagées dans la campagne « Territoire de Commerce Equitable » qui accompagne les collectivités dans la mise en place de politiques volontaristes de soutien au commerce équitable et récompense les plus dynamiques. Des villes comme Paris, Lyon, Nantes, Longjumeau, ou Boulogne-Billancourt ont ainsi reçu le titre de « Territoire de Commerce Equitable » en 2009.

### ► Faire du commerce équitable un modèle de développement durable

Ainsi, fort de quarante années d'expérience, les engagements exigeants du commerce équitable ont su se traduire en impacts concrets sur les populations fragiles du Sud. Le commerce équitable a donc un rôle important à jouer dans la construction d'une économie durable et l'intégration voire la transposition de ses critères aux échanges locaux (au Nord comme au Sud) serait le gage du pouvoir de transformation de notre société.